

## Convention

### N° 31.07.004

Entre le **Bureau du Comité Régional de Gestion du Fonds d'Aide à la Qualité des Soins de Ville du Nord Pas de Calais**, placé au sein de *l'Union Régionale des Caisses d'Assurance Maladie du Nord-Pas-de-Calais* située 4 allée Vauban, à Villeneuve d'Ascq.

Représenté par son Président, Mohamed ABDELATIF

D'une part,

Et le promoteur : **l'association SAMBA « Service d'Assistance Médicale pour Boulogne et son Agglomération »**

N° SIREN : \_\_\_\_\_

Ayant son siège à : 191 route de Saint Omer  
62280 Saint Martin Boulogne

Représenté par son Président, le Docteur Sylvain GOURNAY

D'autre part,

ci-dessous désignés sous le terme « les parties signataires »

### **PREAMBULE**

Vu la dotation de la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés au titre du Fonds d'Aide à la Qualité des Soins de Ville (FAQSV) notifiée le 2 février 2007,  
Vu le dossier de demande de subvention présenté par le bénéficiaire en date du 10 mai 2007,  
Vu la décision exécutoire du Bureau du Comité Régional de Gestion du F.A.Q.S.V. en date du 29 mai 2007,

### **Il a été convenu ce qui suit :**

Le projet, objet de la demande d'aide financière, s'inscrit dans l'objectif d'amélioration de la qualité des soins de ville conformément à la loi n°98-1194 du 23 décembre 1998 (article 25) et aux dispositions prévues dans le décret n°99-940 du 12 novembre 1999.

### **Article 1 : PRESENTATION DE L'ACTION**

L'association SAMBA a créé une Maison Médicale de Garde au sein du Centre Hospitalier de Boulogne sur Mer, à proximité du Service des Urgences avec lequel elle est coordonnée. Son accès est régulé par le CRRAL.

Elle concerne les populations des secteurs de Boulogne, St Martin, Outreau, Le Portel, Equihen, Wimille, Wimereux, la Capelle.

### **Article 2 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS FINANCEES**

L'aide attribuée au titre du Fonds d'Aide à la Qualité des Soins de Ville a pour objet la couverture des dépenses engagées par le promoteur, au titre de :

- Achat : petit matériel médical et autres fournitures ;
- Services externes (location immobilière et charges, maintenance informatique, assurance, frais postaux et téléphone) ;
- Autres services externes : indemnisation aux réunions (comité exécutif), indemnisation médecin coordinateur, frais d'expertise comptable ;
- Frais de personnel lié au projet : secrétariat.

A titre prévisionnel, le budget correspondant aux actions financées est présenté en annexe.

### **Article 3 : MONTANT DE L'AIDE**

L'aide financière accordée au promoteur est évaluée à un maximum de 28 235,00 € (vingt-huit mille deux cent trente cinq euros) conformément au montant accordé par le bureau au titre de l'exercice 2007.

Ce budget 2007 se décompose comme suit :

- du solde de la convention 31.04.039 arrêté à 10 146,12 € (dix mille cent quarante six euros et douze centimes) ;
- d'un financement complémentaire, versé au titre de l'enveloppe 2007, d'un montant de 18 088,88 € (dix huit mille quatre-vingt huit euros et quatre-vingt huit centimes).

Les montants des aides ainsi accordées sont des montants maximum qui seront en tout état de cause limités aux dépenses réellement engagées pour le projet, et notamment aux montants prévus dans les contrats passés avec les fournisseurs et prestataires de service.

### **Article 4 : MODALITES PRATIQUES DE VERSEMENT**

L'aide accordée dans le cadre de la présente convention est versée par l'Union Régionale des Caisses d'Assurance Maladie du Nord-Pas-de-Calais selon les modalités suivantes :

- versement d'un acompte à la signature de la présente convention égal à 50% du financement complémentaire prévu à l'article 3,

soit 9 044,88 €

(neuf mille quarante-quatre euros et quatre-vingt huit centimes)

Le règlement du solde est arrêté en fonction des dépenses réellement engagées et l'établissement d'un état des dépenses engagées et si besoin l'établissement d'un état de dépenses prévisionnelles réactualisé.

- versement du solde (d'un montant maximum égal à 50% du montant total accordé) à la livraison de l'équipement ou à l'exécution du service d'étape conformément aux articles 6 et 7 de la présente convention.

soit 9 044,00 €  
(neuf mille quarante-quatre euros)

Les paiements de l'aide susvisée seront effectués par l'Agent Comptable de l'URCAM  
au compte de l'Association SAMBA  
ouvert Banque Crédit Mutuel Nord Europe  
tel qu'il ressort du RIB annexé  
Banque : 15629  
Agence : 02622  
Numéro de compte : 00020084901  
Clé : 02

La date de versement est conditionnée par la disponibilité budgétaire et financière du Fonds Régional d'Aide à la Qualité des Soins de Ville pour l'exercice concerné, ou du Fonds d'Intervention pour la Qualité et la Coordination des Soins pour la reprise des engagements pris antérieurement.

#### **Article 5 : GARANTIES EXIGEES**

Le promoteur s'engage à utiliser la subvention conformément à son objet et dans le respect des règles de droit (droit de la concurrence, droit du travail,...), étant entendu que la responsabilité de l'organisme financeur ne saurait être recherchée en cas de mise en cause par un tiers.

Le promoteur s'engage

- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé et, le cas échéant prévu par les textes en vigueur, à désigner en qualité de commissaire aux comptes un expert comptable ou un comptable agréé,
- à fournir la copie des contrats passés avec les prestataires visés à l'article 1 de la présente convention,
- à justifier à première demande du bureau du comité régional de gestion du FAQSV\* de tout document, pièce ou information relative tant au projet financé qu'aux dépenses engagées. Il transmettra notamment :
  - s'agissant des frais de personnel salarié prévus dans le dossier de demande, la preuve de l'embauche de ce personnel par le promoteur (fiche de paye, ...) ;
  - s'agissant des achats de prestations ou d'équipements, une copie de la ou des factures correspondantes acquittées et revêtues de la date et du mode de règlement ;
  - s'agissant des frais courants de gestion, un état des dépenses réellement engagées et certifiées par le président et le trésorier de l'association ;

- s'agissant des frais d'indemnisation de professionnels de santé libéraux, le nombre de professionnels présents à chaque réunion, le nombre et la date des réunions ainsi que les montants effectivement versés par le promoteur (le promoteur s'engage à tenir à disposition du bureau les feuilles d'émargements permettant d'attester la présence des professionnels de santé aux différentes réunions).
- à respecter les obligations et modalités prévues pour les versements successifs, l'établissement des rapports d'étape et l'évaluation finale,
- à participer, en tant que besoin et sur décision du bureau du comité régional du FAQSV\*, à une procédure d'audit réalisée par un prestataire externe selon le référentiel annexé à la présente convention. A ce titre, le guide d'auto-évaluation compris dans le référentiel d'audit sera tenu à jour par le promoteur.
- à fournir, chaque année, le compte-rendu financier propre à l'action financée, signé par le président de l'association, avant le 1<sup>er</sup> juillet au plus tard de l'année suivante,
- à fournir les comptes annuels de l'association dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice,
- le promoteur s'engage à transmettre au secrétariat du FAQSV\* tout rapport produit par son commissaire aux comptes.

Le respect de ces engagements est considéré par le comité régional de gestion du FAQSV comme une condition substantielle de l'octroi de l'aide attribuée.

Le bénéficiaire, afin de faciliter le contrôle de la réalisation du projet, s'engage à faciliter l'accès des services habilités de l'URCAM, à tout document administratif ou comptable relatif au projet financé.

Enfin, il autorise l'URCAM à mettre en ligne sur son site internet des informations non confidentielles concernant les membres et l'activité de sa structure. Le bénéficiaire dispose d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui le concernent (article 34 de la loi Informatique et Liberté). Pour l'exercer, il s'adresse au Directeur de l'URCAM du Nord Pas de Calais.

#### **Article 6 : MODALITES DE SUIVI ET D'EVALUATION**

Le promoteur s'engage à réaliser l'évaluation de son projet et à en fournir les résultats au bureau du FAQSV.

Ce rapport d'évaluation annuel est transmis au Bureau du Comité Régional de Gestion du F.A.Q.S.V.\* au terme prévu de la convention, soit avant le 30/03/2008.

Ce rapport comprendra notamment :

- une description détaillée de l'activité de la Maison Médicale de Garde ;
- le nombre de patients pris en charge ;
- le nombre de professionnels de santé impliqués.

Un rapport d'étape devra être transmis à l'URCAM avant le 31/10/2007. Il présentera un état de consommation des crédits octroyés au titre du F.A.Q.S.V., signé du président et du trésorier de l'association.

Lorsque le promoteur est un regroupement ou une association juridiquement constitué, le Bureau du Comité Régional de Gestion du F.A.Q.S.V.\* est également destinataire du rapport retraçant l'ensemble de l'activité de l'organisme ainsi que des documents comptables (un compte de résultats annuel avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année suivante et, le cas échéant, un compte de résultats propre à chaque action).

#### **Article 7 : DISPOSITIONS CONCERNANT LES SYSTEMES D'INFORMATION**

Dans le cas d'un projet incluant un système informatisé d'échange ou de collecte de données, le promoteur transmettra au Bureau du Comité Régional de Gestion du Fonds\* l'état de ses démarches vis à vis de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés. Le cas échéant, un refus d'autorisation de la CNIL entraînera l'annulation de la demande et le remboursement de tout ou partie de l'aide par le promoteur.

Le promoteur s'engage à ne pas effectuer le traitement avant l'expiration du délai de 2 mois à compter du récépissé de la déclaration auprès de la CNIL, et s'engage à fournir les observations fournies par la CNIL au secrétariat du FAQSV dans ce délai.

Le promoteur s'engage en outre à faire figurer au contrat avec le prestataire chargé de la mise en place du système informatisé, la clause suivante :

*« l'association SAMBA demeure propriétaire de la base de données constituée. La diffusion à l'extérieur de résultats partiels ou globaux issus de cette base ne saurait être effectuée par le prestataire sans un accord formel de l'association SAMBA »*

Le promoteur s'engage, par ailleurs, à communiquer au bureau sur sa demande les résultats issus de cette base de données.

#### **Article 8 : SUIVI ET CONTROLE**

Le promoteur s'engage à permettre aux représentants mandatés par le Directeur de l'URCAM à procéder sur pièces ou sur place au suivi médical, technique, administratif ou financier de la réalisation du projet ainsi qu'au contrôle de tout justificatif de dépenses.

Tout changement de partenaire en cours d'exécution de la présente convention devra être immédiatement signalé au secrétariat technique du FAQSV\* qui se réserve la possibilité de saisir le bureau pour délibérer de la poursuite des aides.

#### **Article 9 : DIFFUSION**

Les études et résultats publiés, édités, divulgués sous le nom du promoteur, quel que soit le support, devront mentionner le financement du Fonds d'Aide à la Qualité des Soins de Ville du Nord-Pas-de-Calais.

## **Article 10 : CONDITIONS D'UTILISATION DE LA SUBVENTION**

Toute subvention non utilisée devra être reversée, sans délai, au Fonds d'Aide à la Qualité des Soins de Ville du Nord-Pas-de-Calais.

Il est interdit de reverser toute ou partie d'une aide octroyée, sans accord expresse du bureau régional du FAQSV\*, à une association, une société, une collectivité privée ou une œuvre qui ne serait pas prestataire ou fournisseur dans le cadre de la délégation visée à l'article 1.

En cas de non-respect d'une seule des obligations prévues aux articles 4 et 5, le bureau pourra suspendre tout versement.

A compter de la notification de la suspension, le bénéficiaire disposera d'un délai de trente jours pour régularisation.

A défaut de régularisation dans le délai imparti, le bureau aura la faculté de se prononcer sur la suspension ou l'annulation de la présente convention, par lettre recommandée avec accusé de réception des sommes versées et non régulièrement justifiées.

Conformément à l'article 8, il sera procédé à un contrôle de l'ensemble des pièces comptables, juridiques et administratives ainsi qu'à un bilan des travaux réalisés de manière à déterminer la réalité de l'utilisation de l'aide attribuée et, le cas échéant, le montant des sommes trop versées.

Nonobstant l'application des dispositions qui précèdent, l'URCAM pourra exiger le reversement partiel ou total des sommes versées dans les cas suivants :

- non respect des clauses de la présente convention
- changement dans l'affectation des fonds versés sans autorisation préalable
- reversement à un autre bénéficiaire
- non exécution de l'action envisagée

## **Article 11 : LITIGES**

En cas de contestation sur les conditions d'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties signataires, le litige sera porté devant la juridiction compétente. Le Bureau du Comité Régional de Gestion du F.A.Q.S.V.\* pourra subroger l'U.R.C.A.M. du Nord-Pas-de-Calais dans ses droits et actions auprès de la juridiction compétente.

## **Article 12 : MODIFICATION DES CLAUSES CONVENTIONNELLES**

Le promoteur s'engage à signaler sans délai aux services de l'URCAM toute modification concernant les statuts de l'association SAMBA ou les personnes habilitées à gérer l'aide versée par le FAQSV à l'Association.

### **Article 13 : NON-RESPECT DES ENGAGEMENTS**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci peut être résiliée, après mise en demeure par l'une des parties, qui adressera une lettre recommandée avec accusé de réception, précisant les motifs.

L'autre partie signataire dispose d'un délai d'un mois, après réception, pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté, et peut demander, dans ce délai, à être entendue par l'autre partie.

En l'absence de solution amiable, et à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi de la mise en demeure, la convention est résiliée de plein droit.

### **Article 14 : COTISATIONS DE SECURITE SOCIALE ET ADMINISTRATION FISCALE**

Par une déclaration sur l'honneur, le promoteur se déclare à jour des cotisations de sécurité sociale et en règle vis-à-vis de l'administration fiscale et notamment sur le caractère désintéressé de la gestion (article 261-7-1<sup>er</sup> alinéa du Code Général des Impôts).

Il s'engage à produire une attestation de l'URSSAF établie au cours de chaque exercice, s'il y a lieu.

### **Article 15 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention engage les parties dès sa signature pour une période de 10 mois, à compter du 1er juin 2007.

### **Article 16 : EXECUTION DE LA CONVENTION**

Le Directeur et l'Agent Comptable de l'URCAM sont chargés de l'exécution de la présente convention et du suivi de son exécution, au nom du comité de gestion du FAQSV.

### **Article 17 : DISPOSITIONS DIVERSES**

Les dispositions contractuelles sont susceptibles d'être modifiées en tant que de besoin pour tenir compte de la mise en œuvre du Fonds d'Intervention pour la Qualité et la Coordination des Soins telle que prévue par le décret n° 2007 – 973 du 15 mai 2007.

Les parties signataires prennent acte des modifications législatives intervenues dans la loi de financement de sécurité sociale pour 2007, qui entraînent la fusion du FAQSV et de la DRDR en un seul fonds intitulé le FIQCS. Dans ce nouveau cadre, il est prévu que les MMG soient financées pour une durée pluriannuelle de 5 ans (les subventions seraient versées annuellement). Les décisions de financement seront prises par le directeur de la MRS.

Pour mettre en œuvre ces décisions une convention devra être passée entre le promoteur de la MMG et les Directeurs de l'URCAM et de l'ARH. Elles devront prévoir notamment, les modalités d'organisation, les heures d'ouvertures, les coordinations à mettre en place avec les services d'urgence.

Pour ce faire les parties signataires s'accordent pour participer à la réflexion permettant de faire converger le fonctionnement des Maisons Médicales de Garde en fonction des recommandations du cahier des charges national (circulaire DHOS/DSS/CNAMTS/01/1B/2007/137 du 23 mars 2007) et des recommandations présentées dans le rapport d'évaluation réalisé par CEMKA-EVAL en décembre 2006.

Fait en 3 exemplaires, dont un remis à chacune des parties  
à Villeneuve d'Ascq, le

Mohamed ABDELATIF  
Président du Comité Régional de Gestion  
du FAQSV

Pour le promoteur,  
Monsieur Sylvain GOURNAY  
Président de l'association SAMBA

---

\* ou des instances qui lui sont substituées dans le cadre du Fonds d'Intervention pour la Qualité et la Coordination des Soins



# **BUDGET PREVISIONNEL**

Convention 31.07.004

<b>ASSOCIATION SAMBA</b> <b>MMG Boulogne sur Mer</b>	<b>Dépenses prévisionnelles du 01/06/2007 au 31/03/2008</b>
<b>Fonctionnement</b>	
<b>60. Achats</b>	<b>3420</b>
- Fournitures petits matériels	500
- Fournitures médicales CH	2920
<b>61. Services externes</b>	<b>6935</b>
- Locations immobilières et charges (eau, EDF-GDF, enlèvement ordure, nettoyage des locaux)	4585
- Maintenance informatique	417
- Assurance	933
- Frais postaux et téléphone	1 000
<b>62. Autres services externes</b>	<b>10380</b>
- Expert comptable	5 000
- Réunion Comité exécutif	2 880
- Indemnisation du médecin coordonnateur	2 500
<b>63. Impôts et taxes</b>	
<b>64. Frais de personnel</b>	<b>7 500</b>
- secrétariat	7 500
<b>Sous-total fonctionnement</b>	<b>28 235</b>
<b>Dépense investissement</b>	
Matériel informatique	0
Matériel médical	0
Informatique logiciel	
sécurisation	
<b>Sous-total investissement</b>	<b>0</b>
<b>Total</b>	<b>28 235,00</b>
<b>Solde convention 31.04.039</b>	<b>10 146,12</b>
<b>TOTAL à verser sur 2007</b>	<b>18 088,88</b>

*Barème d'indemnisation*  
*des professionnels de santé libéraux*  
*pour leur participation aux activités des réseaux de santé*

Réunion : groupe de travail, comité de pilotage, de coordination, concertation pluridisciplinaire

Médecins	:	80 €
Sages-femmes	:	60 €
Paramédicaux	:	55 €

*L'indemnité sera appréciée par le responsable du projet en fonction de la présence effective du professionnel de santé. Le forfait d'indemnisation des réunions est évalué sur la base d'une durée moyenne de 2 heures, 2H30.*

Demi-journée de travail :

Médecins	:	120 €
Sages-femmes	:	90 €
Paramédicaux	:	82 €

Journée de formation :

Médecins	:	300 €
Sages-femmes	:	225 €
Paramédicaux	:	200 €